veux rien y voir ni m'en occuper, puisque l'honorable Premier a préféré abdiquer ses droits en faveur de Mr Masson et lui laisser la responsabilité de décider ce qui intéressait particulièrement notre province. Mais, une fois appelé, une fois que son chef l'eût chargé de la mission importante de présider à la formation de cette partie de l'administration, n'était pas un devoir impérieux pour Mr Masson de montrer un peu plus de respect qu'il n'en a montré pour le régime inauguré en 1867 par le grand chef conservateur ? Ne devait-il pas, à l'exemple de Sir George E. Cartier, faire appeler dans le nouveau cabinet, un sénateur catholique, parlant la langue française, un sénateur qui pût répondre, au nom du gouvernement, dans la langue de la minorité ? Le seul fait que souvent, pour ne pas dire à chaque session, des questions politico-religieuses s'élèvent en parlement, n'aurait-il pas dû décider M. Masson à suivre la coutume établie et à ne pas laisser le Sénat sans un défenseur responsable des principes catholiques ? (*Très bien, très bien*)

Mais qu'importait tout cela à M. Masson, pourvu qu'il fût ministre ? N'a-t-il pas laissé remplacer les deux ministres catholiques, (un Anglais et un Français) que le ministère libéral de M. MacKenzie a toujours donnés au Sénat, par deux ministres anglais et protestants, et n'a-t'il pas de plus sanctionné la nomination d'un quatorzième ministre (un de plus que le nombre ordinaire) pour donner à la petite province du Nouveau-Brunswick (province hostile au gouvernement actuel) un ministre qu'elle n'a pas le droit d'avoir, et à la majorité anglaise et protestante du Sénat l'avantage d'avoir trois ministres protestants et anglais, tandis que nous n'en avons pas un seul qui soit catholique et français. (*Ecoutez !*)

Cet oubli de son devoir est d'autant plus coupable que M. Masson avait, pour se guider, les sages précédents laissés par le grand patriote que nous apprenons chaque jour à apprécier davantage. M. Masson croit-il mieux juger des besoins de notre position ? Croit-il que le regretté Sir George n'avait pas ses vues, lorsqu'il créait ces précédents que M. MacKenzie a suivis à la lettre en prenant, tout le temps qu'il est resté à la tête des affaires, parmi les sénateurs, un ministre de la province de Québec, catholique et parlant la langue française ?

Mais il y avait un autre grand motif, un motif marqué au coin du plus pur patriotisme qui eût dû porter M. Masson à prendre au Sénat un collègue d'origine française, c'était celui de montrer son entière approbation de la position prise par les membres français du Sénat, lorsqu'ils s'étaient tous unis pour revendiquer les droits méconnus de la langue française, au lieu de paraître condamner l'acte patriotique de ces messieurs et de paraître approuver la majorité anglaise des efforts de toute sorte qu'elle avait faits pour réussir à la bannir, comme semble le faire M. Masson en ne donnant pas au Sénat un